

Les subsides

Pour ce qui est de la fiscalité . . .

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que feriez-vous à ce sujet, John?

M. Turner (Vancouver Quadra): Il n'en faudrait pas beaucoup pour faire mieux.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le député voudrait qu'on lui propose des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu. Il s'agit ici de la vente à perte du bétail. Les éleveurs se voient maintenant obligés de vendre à prix réduit une bonne partie de leurs troupeaux par suite de la pénurie de fourrages et du coût élevé de cette denrée, provoqué par la sécheresse.

De la façon dont la Loi de l'impôt sur le revenu est rédigée et d'après la définition actuelle du troupeau, la récupération de l'amortissement serait prématurée et le producteur est imposé sur les revenus extraordinaires que lui rapporte la vente. Ainsi, étant tenu de payer l'impôt, il n'a plus les moyens d'acheter un troupeau de remplacement. Nous proposons que la Loi de l'impôt sur le revenu soit modifiée de façon à créer un fidéi-commis afin de donner à l'agriculteur un délai supplémentaire pour reconstituer son troupeau sans faire entrer en jeu les dispositions relatives à la récupération de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Le député m'a demandé ce que je ferais au sujet du bœuf importé d'Europe. Le nouveau gouvernement fédéral vient tout juste d'ouvrir les portes du pays au bœuf européen et a ainsi placé nos producteurs de l'Ouest . . .

M. King: Combien en avez-vous laissé entrer?

M. Turner (Vancouver Quadra): Le gouvernement actuel a quadruplé les importations d'Europe, voilà ce qu'il a fait.

M. King: Monsieur le Président, j'ai une observation à faire sur le discours du très honorable député, après quoi j'aimerais lui poser une question.

Mme Copps: Hé! monsieur le Président. Ni questions, ni commentaires!

M. King: Son analyse des problèmes agricoles est juste, j'en conviens, mais il fait preuve de cynisme en les soulevant alors qu'il est chef de l'opposition. La situation était la même quand il était premier ministre du Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. King: Cela n'a rien de nouveau et la situation n'a pas changé. Qu'est-ce que le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) pense d'une situation qui existe depuis deux ans dans la vallée de l'Okanagan, sûrement pas à l'insu de l'ex-ministre de l'Agriculture? Les fruiticulteurs de l'Okanagan ont demandé les paiements de stabilisation auxquels ils avaient droit, mais ils ont essuyé un refus de la part du gouvernement, alors dirigé par le très honorable député. Il a fallu que le gouvernement change et que le ministre actuel de l'Agriculture (M. Wise) visite la vallée d'Okanagan avant qu'on leur

accorde ces paiements de stabilisation, après deux ans d'obstruction de l'administration libérale.

Pourquoi son gouvernement s'en est-il pris à l'organisation des agriculteurs de la vallée de l'Okanagan, en Colombie-Britannique, au lieu d'essayer de résoudre leurs problèmes? L'affaire a depuis été réglée à l'amiable. Si le chef de l'opposition ne veut pas perdre toute crédibilité, il devrait au moins expliquer pourquoi son gouvernement n'a rien fait pour protéger les agriculteurs de la vallée de l'Okanagan que je représente?

M. le vice-président: Malheureusement, le temps réservé pour les questions et les observations est terminé. Reprise du débat.

M. Gauthier: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député vient de poser des questions à mon chef. Avec le consentement unanime, il aurait, je crois, le droit d'y répondre pour tenter de placer cette affaire sous son vrai jour. Sauf erreur, nous avons dépassé les dix minutes.

M. le vice-président: La Chambre consent-elle unanimement à ce que le très honorable chef de l'opposition réponde aux questions du député?

Des voix: D'accord.

● (1250)

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je suis au courant de la situation que le député tente de décrire. Le ministre de l'Agriculture devrait s'efforcer d'étendre la protection qu'offre la stabilisation. Il tente maintenant d'obtenir le consentement des provinces pour le faire. Nous comptons qu'il manifesterait un peu plus d'esprit d'initiative. A propos de stabilisation, nous devrions franchir quelques chaînes de montagnes et examiner la stabilisation de l'industrie de la betterave sucrière dans le sud de l'Alberta. Je peux dire au député que nous n'avons jamais gaspillé un milliard de dollars pour une banque alors que ces fonds auraient pu aider des agriculteurs canadiens.

Des voix: Bravo!

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir présenter quelques observations, sachant que je dispose de 20 minutes environ. Je n'ai pas profité de l'occasion que j'avais de poser des questions au très honorable chef de l'opposition (M. Turner), laissant la place à d'autres députés. Mais je tiens à faire une chose que je ne fais peut-être pas souvent. L'occasion n'est peut-être pas la meilleure, en tout cas je tiens à remercier le très honorable chef de l'opposition pour avoir saisi la Chambre de cette question, ainsi que pour le ton et le raisonnement sur lesquels s'appuient beaucoup de ses déclarations. Il va de soi que j'écarte absolument tout ce qu'il a pu dire de défavorable ou de négatif à l'endroit du ministre des Finances (M. Wilson). Sur ce point, il s'est montré tout à fait inexact, et il le sait. Voilà une mise au point que je tenais à faire.